



PUBLIE LE - 5 JAN. 2026

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

\*\*\*

## 23 REMUNERATION DES AGENTS POUR LE RECENSEMENT 2026 DE LA POPULATION

**PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVY, Mme Laura SLIMANI (représentée par Mme Françoise LESCONNÉ jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 44), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, M. Sileymane SOW (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN après son départ de la séance à 16 h 50), Mme Elizabeth LABAYE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY après son départ de la séance à 18 h), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZULI (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ après son départ de la séance à 17 h 39), Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Elizabeth LABAYE pendant son absence de 15 h 16 à 16 h 58), M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO (représenté par M. Mohamed BERBRA après son départ de la séance à 17 h 39), M. Jean DE BEIR (représenté par Mme Amèle MANSOURI après son départ de la séance à 17 h 30), M. Yves SORÉ, Mme Françoise LESCONNÉ, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET après son départ de la séance à 17 h 56), Mme Marie FOUQUET (représentée par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 03), Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT, M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par M. Kalminthe GOMIS après son départ de la séance à 18 h 16), M. Thibaut DROUET (représenté par M. Yves SORÉ après son départ de la séance à 15 h 52), Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas LEVARAY (représenté par Mme Laura SLIMANI après son départ de la séance à 17 h), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Bruno DEVAUX (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 25), Mme Hayet ZERGUI, Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 18 h 05), Mme Marie BERRUBÉ (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 26), Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

**REPRESNTES** : Mme Fatima EL KHILI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Cyrille MOREAU), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée par M. Jean DE BEIR jusqu'à 17 h 30), M. Pierre-Antoine PRIMONT (représenté par Mme Marie BERRUBÉ jusqu'à 18 h 26).

**ABSENTS** : M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.



**VILLE DE ROUEN**

**CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 18 DECEMBRE 2025**

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

\*\*\*

**23 REMUNERATION DES AGENTS POUR LE RECENSEMENT 2026 DE LA POPULATION**

MESDAMES, MESSIEURS,

Le recensement rénové de la population est en vigueur depuis 2004. Pour les villes de plus de 10.000 habitants, cette opération annuelle porte sur 8 % des adresses d'habitation.

La Ville de Rouen s'astreint à affiner l'exhaustivité et la qualité de la collecte, pour laquelle la collectivité est félicitée chaque année par l'I.N.S.E.E. Pour cela, elle privilégie le recrutement d'agents communaux, en s'appuyant sur des critères de connaissance et de proximité du secteur affecté.

Pour réaliser au mieux leur mission, l'ensemble des agents recenseurs bénéficient d'un accès au pool véhicule et aux vélos à assistance électrique de la Ville, de cartes de bus et d'un prêt de téléphones.

Néanmoins, les candidatures internes étant insuffisantes, la Ville de Rouen recrutera des agents recenseurs en externe.

Le maintien des 33 agents recenseurs pour la collecte 2026 permettra de maintenir un taux de réussite avoisinant 1,4 % dont il convient de fixer la rémunération détaillée ci-dessous. Les agents recenseurs auront à charge environ 190 logements à recenser pendant les 5 semaines que dure le recensement de la population.

Ces agents seront encadrés par quatre agents contrôleurs. Ces derniers seront indemnisés pour leurs interventions en dehors des heures de service à hauteur de 50 % en récupération et 50 % en paiement.

La charge financière globale de la Ville concerne :

- la rémunération des agents titulaires selon le barème présenté (maximum 33 agents),
- la rémunération des heures supplémentaires des trois contrôleurs,
- la rémunération des agents non titulaires le cas échéant selon le barème et le paiement des charges afférentes.

Pour l'année 2025 la charge financière pour la ville a été de 33.350 €.

Cette charge est en partie compensée par la dotation allouée par l'Etat dans le cadre de la réalisation de l'enquête de recensement, dotation qui, pour l'année 2024, s'élevait à 25.175 € soit près de 75 % des dépenses réelles de la Ville de Rouen.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir autoriser le recrutement d'un maximum de 33 agents recenseurs encadrés par trois contrôleurs et rémunérés comme suit :

- 50 € pour la tournée de reconnaissance,
- 1,50 € par adresse enquêtée,
- 4 € par feuille de logement principal recensé,
- 0,50 € par feuille de logement occasionnel, vacant et résidence secondaire recensé,
- 0,50 € par bulletin individuel,

- 20 € pour la bonne tenue du carnet de tournée.



LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de M. Matthieu de MONTCHALIN, Adjoint,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2121-29, R. 2151-1 et suivants,

- La loi 2002-276 du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité et plus particulièrement ses articles 156 à 158,

- Le décret 2003-485 du 5 juin 2003, relatif au recensement de la population,

- L'arrêté du 5 août 2003, portant application des articles 23 et 24 du décret 2003-485 du 5 juin 2003, relatif au recensement de la population,

- L'arrêté du 16 février 2004, fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale dues pour les agents recrutés à titre temporaire en vue des opérations de recensement de la population.

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de prendre toutes dispositions pour assurer le bon déroulement des opérations de recensement pour l'année 2026.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

1.- décide le recrutement d'un maximum de 33 agents recenseurs encadrés par trois contrôleurs désignés par M. le Maire,

2.- fixe les éléments de rémunération brute des agents recenseurs ainsi qu'il suit :

- 50 € pour la tournée de reconnaissance,
- 1,50 € par adresse enquêtée,
- 4 € par feuille de logement principal recensé,
- 0,50 € par feuille de logement occasionnel, vacant et résidence secondaire recensé,
- 0,50 € par bulletin individuel,
- 20 € pour la bonne tenue du carnet de tournée.



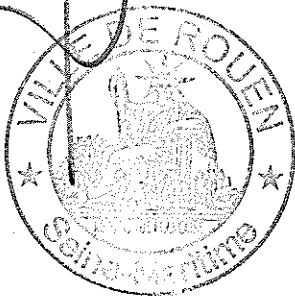
3.- précise que la dépense en résultant sera imputée au chapitre 012 (charges de personnel et frais assimilés), article 6418 (autres indemnités) du budget, la recette correspondant à la dotation forfaitaire versée par l'I.N.S.E.E. sera imputée au chapitre 74 (dotations et participations), article 7484 (dotations de recensement) du budget.

La délibération votée à 18 h 19 est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,  
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



*M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.*

*De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.*